

[Texte]

• 1130

M. Tremblay: Monsieur le président, puisque cette liste a été proposée par M. Manley ou ses représentants ou par les députés ici présents, je pense qu'on peut répondre tout de suite et dire ceux avec lesquels on est d'accord, et pourquoi. On s'est déjà montré d'accord avec la raison qui pousse à recevoir l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada.

Le président: Si vous permettez, monsieur Tremblay, on va commencer par le premier, cela va être plus facile. Pour l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada, êtes-vous d'accord?

M. Tremblay: Oui.

Le président: Pour l'Institut professionnel de la Fonction publique du Canada, c'est d'accord. Et pour l'Association canadienne de technologie avancée?

Some hon. members: No, no.

Mrs. Catterall: Can we have some discussion on that, Mr. Chairman?

The Chairman: Yes.

Mr. Tremblay: I do not think we should again start a discussion we already had on the space agency with all those people. We had it. The objective of the committee is to review this law. People can explain it and people... Why I think it is a good thing to have the first two representatives is because some of the employees will be relocated and it is included in the bill. But there is nothing in the bill relating to the program itself, so I think it is not the place to have the discussion again with the industry.

Mrs. Catterall: Mr. Chairman, let me put forward the other side of the argument then. In fact, the bill deals very much with the mandate of the agency and what will compose the agency. Those are issues that were all addressed very much by the industry, such as CATA and particularly its space subcommittee, in its presentations before the hearings and in private meetings with the Prime Minister, I understand.

It seems to me it is very much in our interest to hear their views on how the mandate is established and the composition of the agency as laid out in the bill. That is not rehashing old ground; it is simply hearing from them on whether we have established in the bill an agency that meets the requirements of the space industry in this country which, as we know, is small but growing. I think clearly the mandate of the agency and its composition is something that is central to their concerns.

I think it is important to remember that the establishment of the agency was not an idea of government, yours or ours, when it was in power. It was an idea that came from the industry because it had specific needs to be met. I think it is wise before we pass the bill to make sure we are meeting those specific needs.

[Traduction]

Mr. Tremblay: Mr. Chairman, since this list was suggested by Mr. Manley or his representatives or the members around this table, I believe we could say immediately which ones we support and for what reasons. Agreement has already been indicated with the rationale for hearing the Professional Institute of the Public Service of Canada.

The Chairman: If you don't mind, Mr. Tremblay, we shall begin with the first one, to make things easier. On the Professional Institute of the Public Service of Canada, do you agree?

Mr. Tremblay: Agreed.

The Chairman: We have agreement for the Professional Institute of the Public Service of Canada. What about the *Association canadienne de technologie avancée*?

Des voix: Non, non.

Mme Catterall: Pourrions-nous en discuter, monsieur le président?

Le président: Oui.

M. Tremblay: Je pense qu'il faudrait éviter de recommencer aujourd'hui la discussion que nous avons déjà eue avec tous ces gens au sujet de l'agence spatiale. C'est du passé. L'objectif du Comité est de réviser cette loi. Les gens peuvent l'expliquer et... Si je pense que c'est une bonne chose d'avoir les deux premiers représentants, c'est parce que certains de leurs employés vont être déplacés, et que cela fait partie du projet de loi. Mais il n'y a rien dans ce projet de loi qui concerne le programme lui-même, donc je pense qu'il est inutile de reprendre toute cette discussion avec les représentants de l'industrie.

Mme Catterall: Monsieur le président, j'aimerais présenter l'autre aspect de la question. En fait, ce projet de loi concerne en grande partie le mandat de l'agence et sa composition. Ce sont des choses sur lesquelles ont beaucoup insisté les représentants de l'industrie, par exemple l'ACTA et en particulier son sous-comité sur l'espace, à l'occasion des audiences et d'entretiens privés avec le premier ministre, je crois.

Je pense qu'il est tout à fait dans notre intérêt d'entendre le point de vue de ces gens-là sur la création du mandat et la composition de l'agence prévue dans le projet de loi. Il ne s'agit pas de rabâcher la même histoire, mais simplement de savoir s'ils pensent que nous avons créé avec ce projet de loi une agence répondant aux exigences de l'industrie spatiale du Canada qui, comme nous le savons, est encore petite mais en pleine essor. Je pense que ces gens-là sont directement concernés par le mandat de l'agence et sa composition.

N'oubliez pas que ce n'est pas le gouvernement, le vôtre ni le nôtre quand nous étions au pouvoir, qui a eu l'idée de la création de cette agence. C'est l'industrie qui l'a eue, parce qu'il y avait des besoins bien précis à combler. Je pense donc qu'il serait bon de nous assurer que l'objectif est atteint.